

# L'économie contemporaine : aux racines de la pauvreté

**Participation de M. Gaetano Sabatini (U Rome II et ISEG Lisbonne) à la réunion inter-régions des Petits Frères de l'Évangile, Grangier, juin 2011.**

*Après l'exposé de Gaetano, Yves m'a demandé si je ne pouvais pas en faire un compte-rendu à joindre au PV. J'avais pris des notes à mon usage ; elles manquent de clarté et d'objectivité : j'ai certainement interprété à ma façon les propos de ce spécialiste engagé. Veuillez m'en excuser. Vous avez reçu à Grangier un plan détaillé de cet exposé. (YS/22.6.01)*

L'économie, est-elle une science exacte ? Les spécialistes (surtout à la télé) ont toujours une réponse à tous les problèmes. Pourtant, quand il y a crise, les experts semblent utiliser l'astronomie ou le pendule...

L'économie est une science sociale à insérer dans un contexte historique : les décisions politiques orientent ; et surtout, elles stipulent qui paie !

## 1. Le capitalisme international

Relevé dans la presse : « Pour la première fois depuis 1990, la population qui souffre de la faim a augmenté, en passant ces deux dernières années de 800 millions à 1 milliard de personnes. » (International Herald Tribune). « Les autorités chinoises admettent que la situation de l'environnement dans le pays est grave », cet aveu signifie que la situation est très, très grave ! En couverture du dernier numéro de « Alternatives économique » : « La mondialisation : les débuts de la fin ! »

\*\*\*\*\*

Quel est l'origine de ce système capitaliste international ? Avant le 19<sup>e</sup> s., c'était le système féodal. Dans les sociétés préindustrielles, il y a toujours l'utilisation commune des ressources par la communauté ; par exemple l'eau, les terres, le bois... C'était la règle en Europe jusque vers 1830 – 1850. A ce moment-là, les anciens seigneurs se transforment en propriétaires des terres qui leur avaient été octroyées par le roi. Ce système féodal a été aboli en France par la Révolution, puis par Napoléon. Puis sont tombées les limites à l'utilisation des ressources. Auparavant, l'utilisation préservait la capacité de renouvellement : le bois, l'eau, les terres ne devaient pas perdre leur capacité de produire ou de se reproduire. Avec la fin du système féodal, il y a la division des ressources ; elles sont privatisées et c'est leur propriétaire qui octroie le droit d'utilisation. De pair se développe le système industriel qui a besoin de matières premières à transformer. L'exploitation des matières premières demande un capital

(investissement) qui est rentabilisé. Les besoins logistiques occasionnent des développements 'colonialistes'. L'Etat n'intervient pas, ou peu (Napoléon III).

L'âge d'or du capitalisme, c'est le 19<sup>e</sup> ; il prend fin en 1914. Aucune tutelle sociale ne protège le travailleur et la guerre de 14-18 a pour conséquence la reconnaissance des droits de l'ouvrier – soldat.

Ensuite : crises récurrentes. Souvent conséquences d'une surproduction. Les mini-crisis successives ont pu être surmontées grâce à des remèdes internes. Mais celle de 1929 (suite aussi de la paix de Versailles, de la création de la république de Weimar) va ouvrir la porte au nazisme, à la guerre et se terminer après 1945...

Des économistes prônent alors une plus grande présence de l'Etat comme élément régulateur ; en particulier dans les secteurs clefs comme l'énergie, la sidérurgie, en prenant en charge des coûts que l'économie privée ne peut pas assurer. En 70, par ex., l'Etat s'est chargé de la casse en évitant que la crise économique ne devienne crise sociale. L'Etat prend en charge les besoins de base (distribution de l'électricité, transport à conditions égalitaires,...). Il y a aussi la mise en place du système sociale : caisse de retraite, assurance maladie. C'est une situation mixte : marché libre et intervention de l'Etat en vue de la redistribution des richesses via l'impôt. L'écart entre les revenus les plus hauts et les plus bas diminue.

Changement en 1970 : cette crise-là est la conséquence de plusieurs crises : pétrolière (hausse des prix), monétaire (le système né des accords de Bretton Woods est abandonné), surproduction, contestation d'un modèle de développement considéré – dans la suite de mai 68 – comme injuste. Les coûts sociaux de cette crise ont été moindres qu'aujourd'hui par le fait que l'Etat était plus interventionniste ; mais l'Etat n'a pas évité pas la crise, il a servi de matelas pour amortir les coups. Cette crise de 70 n'a pas abouti à une rage sociale trop forte.

A la fin de la seconde guerre mondiale, les pouvoirs politiques avaient mis en place des organismes internationaux pour contrôler les pouvoirs économiques. Changement idéologique dès 1970 : des économistes critiquent le rôle de l'Etat qui n'a pas su éviter la crise. Selon eux, seul le marché est le régulateur qui limitera l'apparition de crises. Cette idéologie est prônée et appliquée par Mme Thatcher, M. R. Reagan. Et les pouvoirs économiques comprennent que c'est le moment d'éliminer toute forme de contrôles sur la vie économique, surtout financière : il faut un marché totalement libre. Toute forme de régulation internationale disparaît, l'Etat se désengage (en France, il faudra attendre l'après-Mitterrand). Cela signifie :

- privatisation des structures productives de l'Etat (mécanique, chimie, énergie) qui seront – estime-t-on – mieux gérées par le capital privé ;
- forte déréglementation du marché du travail, des normes d'engagement et de licenciement : précarisation de ce marché, contrats de courte durée...

Signalons le rôle important du FMI dont le but est de fournir des prêts et des dons à des pays en difficulté, même si ces pays ont un déséquilibre de la balance commerciale ; et aussi de la Banque mondiale qui propose des prêts de longue durée pour le développement en finançant des infrastructures. Ces deux organismes imposent leurs conditions (respect du libre marché) et des restrictions sociales, parfois avec du chantage. Les pays bénéficiaires doivent être membres, donc avoir cotisé auparavant.

Le FMI et la Banque mondiale prennent en charge au niveau mondial les responsabilités qui étaient celles des Etats et ces organismes, qui auraient dû simplement aider, ont imposés des mesures de type libéral aux pays bénéficiaires.

La décolonisation commence en 1947 (Inde) et dure jusqu'à 1975 (colonies portugaises). C'est aussi l'époque de la guerre froide. Et des conflits régionaux pour le contrôle des ressources naturelles, des matières premières.

Les pays nouvellement indépendants sont pauvres ou appauvris. Il faut les aider et les amener à une indépendance économique et, via l'ONU, c'est la création de l'UNCTAD en 1964, dont le but était, idéalement, l'intégration économique des pays pauvres. Mais le passage d'un état de pays dépendant sous forme de colonie à un statut d'égalité avec les pays riches est impossible : à cause de sa faiblesse politique, le petit ne peut jamais faire aboutir ses vues. Le traité entre les Etats-Unis et le Mexique est un exemple flagrant.

On a alors lancé l'idée de protéger les pays les plus pauvres (surtout producteurs de matières premières) par des barrières douanières ; le but était de développer une production nationale qui, à terme, pourrait s'exporter ; et aussi se protéger de certaines importations concurrentielles. Les Occidentaux ont accepté la discussion mais en imposant, en fin de compte, leur point de vue : accepter le libre commerce ou rien. Les barrières douanières doivent être symétriques, réciproques ; en tenant compte que le petit ne peut rien imposer.

En 1994 création de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). C'est un engagement pris par les différents pays (143) de libéraliser le commerce mondial et de lever toutes les barrières douanières et autres obstacles à la liberté des échanges. Mais, 20 ans après, la situation n'a pas changé : on a simplement institutionnalisé la différence entre pays riches et pays pauvres.

Quant tous visent la production au plus bas prix possible, le marché du travail devient impossible à réguler : une amélioration sociale hausse les prix ! L'absence de contrôles a conduit à la division mondiale du travail : les vêtements viennent d'Asie (différence de coût de production de 1 à 100). En Occident, diminution de la classe productive, mais davantage dans la catégorie des services avec, en prime, amélioration des conditions de vie et de travail. Exaspération des différences.

Le marché des capitaux doit être aussi le plus libre possible en supprimant les entraves. Les sociétés transnationales imposent leur volonté aux Etats : des sociétés minières imposent des déclassements de terres en fonction de leurs projets (Mexique, par ex.).

Création de nouvelles chaînes migratoires. La chute du mur de Berlin a ouvert des portes. Immigration illégale mais « fonctionale » venant du Sud, immigration liée à la pression démographique, à l'appauvrissement des pays du Sud. Fonctionale : 90% des récoltes en Italie sont faites par des immigrés illégaux payés misérablement et devant vivre dans des conditions déplorables. En Espagne, on parle de « contrats ordures » d'une durée d'une semaine, sans aucuns droits sociaux. Marx parlait de l'armée du travail avec des réserves telles que les employeurs imposent leurs règles, mettent en compétition locaux et immigrés. Le but : augmentation des marges bénéficiaires. Division qui existe aussi dans les lieux d'habitation (banlieues) : impossible intégration.

## 2. Crise de la finance internationale

Des crises se sont succédé à partir de 1980, tous les 3 ou 4 ans. Mécanisme habituel : on découvre soudainement que quelqu'un ou des institutions financières ont mis beaucoup d'ar-

gent dans des valeurs vides, des activités qui ne valent rien. On a cru acheter une somptueuse villa et ce qu'on a acquis au prix fort est un minable studio dans un HLM.

Les banques proposent des 'produits financiers' à des clients qui veulent placer de l'argent. Ce sont des riens habillés de rien. Un produit financier, c'est un ensemble d'investissements proposés en paquet : actions de firmes, dettes publiques, droits de concession de mines, etc., etc. ... Si on n'est pas expert, on ne sait pas ce qu'on achète et en ces matières, il n'y a pas de règles. Il y a des mécanismes de transferts ou des montages entre des sociétés basées dans les Iles Caïmans, aux Bermudes, libres de tout contrôle.

Donc on ne sait pas ce qu'il y a dans ces « produits financiers » et ils deviennent toxiques, comme un aliment dont on ignore la composition, la provenance et qui se détériore.

C'est en 1987 qu'a éclaté au Mexique une première crise grave, dite « crise tequila » ; puis il y eut les crises russe, asiatique... La finance internationale est devenue incontrôlable. Jacques Chirac a lancé à l'époque l'idée d'un organisme de contrôle ; il a été refusé par peur de voir s'expatrier des capitaux et donc augmenter la crise.

L'écart entre deux crises graves est de 7 ou 8 ans et on arrive à celle de 2008, prévisible. Mais celle-ci fut plus grave pour deux raisons :

- la spéculation sur les crédits immobiliers aux Etats-Unis
- la spéculation sur les matières premières alimentaires

En absence de contrôle, on a donc créé des produits financiers dont on ignore la composition. Aux Etats-Unis, des crédits hypothécaires ont été octroyés sans aucune autre garantie que la valeur de l'immeuble, et parfois bien au-delà de cette valeur en misant sur une plus valeur grâce à l'inflation. Ces hypothèques ont été rassemblées en un produit financier garantissant un revenu par l'intérêt qu'elles rapportent. Quand les intérêts ne purent plus être payés, ces produits deviennent « toxiques ». La guerre en Irak avait été un coup de fouet pour l'économie américaine, mais cet effet a été court. L'économie a déprimé, des familles en difficulté n'ont plus pu payer les intérêts des hypothèques, ont même cessé de rembourser ; il y eut un effet boule de neige dans les banques : les actifs fondent, les capitaux partent, des banques s'effondrent. Lehman Brothers, Madoff... D'autres sont nationalisées pour éviter la chute. Les rares organismes de contrôles ont été totalement inefficaces.

La spéculation sur les matières premières, elle, n'est pas nouvelle : elle est déjà dénoncée par Cicéron qui accusait le gouverneur de Sicile, Verres, d'avoir acheté la récolte de blé en totalité pour la revendre plus tard quatre fois son prix (*au passage, il piquait aussi quelques œuvres d'art ; il a été exilé à Marseille ! ndlr*).

On peut acheter à l'avance. C'est nécessaire pour garantir la production d'une entreprise. Ces « contrats à l'avance » peuvent être revendus, et achetés par d'autres, avant leur terme (avant la date de la production). Normalement, il n'y a que peu de variations de prix, surtout que nous avons connu des phases de surproduction.

Pour les matières premières alimentaires, les producteurs – surtout les plus petits – encaissent de moins en moins, c'est le jeu de l'offre et de la demande. Pourtant, sur le marché mondial, on relève une forte augmentation des prix ; céréales : + 25 à 50 %. Pourquoi cette hausse ? A cause de la spéculation. Une demande plus forte venant de la Chine est une explication partielle ; de même que la production de biocarburants n'explique pas de telles hausses ; C'est le jeu des achats et ventes de caractère spéculatif qui a fait grimper les prix.

Les deux phénomènes (crise de la finance internationale et spéculation sur les matières premières) se sont additionnés.

L'augmentation du prix des céréales a eu comme conséquence l'appauvrissement des pays pauvres et, dans ces pays, des classes pauvres. Les révoltes dans plusieurs pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont aussi ces causes, en plus du manque de libertés.

Conséquences : interventions du FMI qui impose des mesures d'hyper-libéralisation. Alors même que cette hyper-libéralisation est la cause des crises ! Exemple : la Grèce, où les mesures sociales imposées sont suicidaires pour le pays.

Des gouvernements ont donné de l'argent pour soutenir le système financier, alors que ce système est à l'origine de la crise. On n'a pas mis en route de véritables programmes sociaux. Et dans les banques, les responsables des décisions calamiteuses n'ont jamais été sanctionnés, ni même changés. Une ménagère a une gestion plus prudente que ces patrons de banques !

L'Islande a réagi autrement : par referendum, les Islandais ont demandé que les patrons paient, ce qui a permis de sortir la tête de l'eau.

Comme les dettes privées, les dettes publiques des Etats sont aussi vendues, achetées, revendues sur les marchés. Elles font parties des 'produits financiers'. Elles sont achetées par des organismes publics qui ont de l'argent à investir : comptes de la Poste, Caisses d'épargne en France, caisses de retraites et fonds de prévoyance... Des sociétés de cotation renseignent les financiers, attribuant bons et mauvais points. L'ennui, c'est que ces organismes de cotation sont propriétés des sociétés financières. Pendant longtemps, l'Irlande a été le modèle, cumulant les bons points ; d'un jour à l'autre, c'est le désastre. Ce qui a changé subitement, c'est la réputation ; la situation, elle, a évolué petit à petit. Pour le Portugal, le taux d'intérêt de sa dette publique a passé, entre février et mars 2010, de 3 ou 4 % à 12 %. Parce que des agents de cotation ont mis de mauvaises notes. Les sociétés financières font de gros bénéfices sur ces taux d'intérêt de la dette publique quand il y a variation de ce taux décidé par des sociétés de cotations qui dépendent directement des sociétés financières... Et ces sociétés de cotation, elles ne sont contrôlées par personne d'autre que les propriétaires. L'idée de créer des règles, ou une agence indépendante, est à peine esquissée.

Quand on dit crise, cela signifie :

- appauvrissement des plus pauvres
- arrêt de tout programme environnemental.

---

*Note du copiste : à partir de ce point, mes notes ne sont plus très claires. Ce qui suit semble des réponses éparées relevés durant la discussion générale qui a remplacé le travail en groupe. Et je n'ai pas tout noté. Que ceux qui ont posé des questions intelligentes non relevées ne me tiennent pas rigueur !*

Un jour de bombardement de la Lybie coûte aux pays de l'OTAN (France en tête) davantage d'un an de soutien de l'Europe au développement de toute l'Afrique. Soutien qui est d'ailleurs en diminution.

On parle de pays émergents qui continuent à avoir une bonne croissance. Faux ! Malgré des économies en transition, les conditions de vie dans ces pays sont difficile pour beaucoup ; en Inde, 800 millions d'habitants n'ont pas accès direct à l'eau potable ; la moitié de la population du Brésil vit sous le seuil de la pauvreté ; la Chine est marquée par des dégradations écologiques énormes et la pression des zones rurales encore misérables grandit ; et elle reste un pays totalitaire. Dans ces pays, les institutions démocratiques évoluent très diversement.

Les gouvernements paient pour réparer les dégâts de la crise. L'argent est prélevé sur les montants destinés aux fonds ou transferts sociaux. C'est une belle interprétation comptable de ce qu'est l'homme.

Cela concerne aussi la démocratie : entre 1940 et 1970, les pouvoirs politiques (ou publics) sont obligés à redistribuer la richesse (fiscalité, systèmes sociaux). Depuis 1970, on assiste à une régression en faveur de l'accumulation de la richesse ; signes : coupes dans les budgets qui couvrent les besoins minimums. Mais on assiste aussi à une réaction de la base, même si les groupes qui réagissent sont mal organisés. Dans les prochaines années, il y aura une contestation sociale de plus en plus forte en vue d'un changement radical.

En temps de décadence, tout système économique montre le pire de lui-même (par exemple le système féodal).

Il y a actuellement des aberrations dans l'organisation de la société (occidentale). Situation des vieux, des migrants. « Mettez-vous à leur place. Quand je dois remplir pour eux des formulaires destinés aux migrants en Italie, je n'y comprends rien, je n'y arrive pas. Alors eux ? »

Impossible de tracer les investissements par les banques dans le commerce des armes.

Commerce équitable : il s'agit de créer un pont direct entre petits producteurs et consommateurs. Cela ne concerne que 0,01% des échanges. C'est donc très faible, mais il faut commencer. Et il ne sert à rien d'être intégriste sur tout.

Accusations contre le micro-crédit : je n'ai jamais trouvé de preuves négatives.

Banques : nécessité de nationaliser les banques, ou au moins de les placer sous contrôle strict. Une solution politique est nécessaire, quelle que soit la mesure proposée.

Que faire ? Il faudrait prendre des mesures pour sortir de la crise et passer cette nuit de l'économie internationale :

- nationalisation du système bancaire
- gestion globale de la dette européenne
- contrôle du marché du travail.

On parle partout, maintenant, d'une vision alternative de l'économie. Auparavant, on était gentiment accepté, avec quelques sarcasmes. Il y a encore des réactions virulentes, signe que nous touchons un point sensible. Auteurs (économistes) recommandés : Serge Latouche (France)<sup>1</sup> et Georges Corm (Liban)<sup>2</sup>.

### **Décroissance, démondialisation.**

---

<sup>1</sup> En annexe, article du Monde Diplomatique de novembre 2003, « Pour une société de décroissance » ; C'était avant la crise décrite ici, mais l'analyse reste pertinente.

<sup>2</sup> Ouvrages, entres autres : Le nouveau Désordre économique mondial, La Découverte, 1993 ; La Question religieuse au XXIe s., géopolitique et crise de la postmodernité.

Démondialisation ne veut pas dire fermer les économies sur elles-mêmes. C'est une mondialisation modérée, compatible ; réintroduire des barrières protégeant des économies faibles ou des pans de ces économies. Exemples de disfonctionnement au Maroc : le beurre européen se vend moins cher que le beurre local (dumping) ou des investissements européens pour développer le tourisme marocain allant à des sociétés européennes, plus compétentes (déjà pour remplir les formulaires de demande de l'Union européenne). Quel développement ?

Il y a des structures politiques et sociales très différentes d'un pays à l'autre. On ne peut pas imposer un seul système, comme le voudrait l'Occident. Autre forme de mondialisation : les classes politiques dirigeantes sont les agents du grand capital. Il est nécessaire de créer de nouvelles structures visant un développement équilibré.

Décroissance : faire croître mieux les pays développés et plus les pays pauvres ; par exemple : utiliser les capitaux consacrés à l'armement à des infrastructures de conservation des denrées (poissons, viande, légumes, fruits,...) grâce à des frigos.

Dans le Nord, décroissance = récupérer davantage de contrôle social sur l'économie. Malgré des risques de corruption. Un représentant du territoire dans des entreprises à risque comme les chimistes ; contrôle et meilleure gestion des conflits. Pour les banques, contrôle des placements.

Elle a déjà commencé, cette décroissance, car on n'a pas suffisamment pris en compte tous les coûts : pollution à long terme, conséquences humaines. France Telecom a augmenté ses rendements ; et les suicides dans l'entreprise. Il faut complètement recalculer les coûts, étudier les conséquences, changer les points d'observation. Se demander comment augmenter la production de voitures ? Non ! Trouver la mesure du bien-être.

Rêves ? Il y a des signes qui font penser qu'un changement peut se produire ; il passera par une vague de contestation sociale. Les classes politiques européennes sont agonisantes et on ne voit personne à l'horizon. C'est justement un bon signe de renouveau. (ys, 20.6.11)